



| NOV 2025

RAPPORT MEDIA MONITORING

INTRODUCTION

Dans toute démocratie en construction ou en recomposition, les médias occupent une place qui dépasse largement la simple transmission de l'information. Ils sont à la fois témoins, acteurs et révélateurs des dynamiques politiques, sociales et institutionnelles à l'œuvre. L'analyse du traitement médiatique constitue un indicateur essentiel de la vitalité du débat public.

Ce rapport de monitoring médiatique s'inscrit dans cette perspective républicaine. Il ne vise ni à distribuer des blâmes, ni à produire un discours normatif détaché des réalités du terrain. Il cherche avant tout à observer, documenter et comprendre comment les médias malgaches rendent compte des mutations politiques, comment ils hiérarchisent les faits, et comment ils participent, volontairement ou non, à la construction des légitimités démocratiques.

À travers un suivi rigoureux des contenus, des récits dominants et des silences médiatiques, ce travail met en lumière les tensions propres à l'exercice du journalisme dans un contexte sensible : entre devoir d'informer et contraintes multiples, entre pluralisme et pressions, entre urgence de l'actualité et nécessité de mise en perspective.

En cela, le monitoring médiatique apparaît comme un outil fondamental de vigilance démocratique, permettant d'interroger non seulement ce qui est dit, mais aussi ce qui est tu, et la manière dont ces choix façonnent l'opinion publique.

Au-delà de la conjoncture, l'enjeu est structurel : la liberté de la presse se construit, se protège et s'évalue dans la durée. Ce rapport invite ainsi à une réflexion collective sur la place des médias dans la démocratie malgache, convaincu qu'aucune "refondation" durable ne peut s'opérer sans un espace médiatique libre, pluraliste et responsable, au service des citoyens et de l'intérêt général.

I. UN PARLEMENT AU COEUR DU RÉCIT DE LA REFONDATION (?)

Dès l'avènement du pouvoir de la Refondation, le parlement occupe une place singulière dans les discours politiques et médiatiques ; apparaissant progressivement comme un acteur central de la refondation institutionnelle. La désignation de nouveaux présidents à la tête du Sénat et de l'Assemblée nationale constitue un premier signal fort de cette reconfiguration. Ces renouvellements de leadership parlementaire sont présentés comme des actes de rupture et de recomposition, censés marquer une nouvelle phase dans le fonctionnement des institutions représentatives et leur alignement avec les objectifs affichés de la transition (***Real TV, AZ Radio, MBS***).

1. Dénouement et/ou reconfiguration

Cette dynamique se prolonge à l'Assemblée nationale par la reconfiguration du bureau permanent et des commissions parlementaires. Dans le discours officiel comme dans la couverture médiatique, ces ajustements sont interprétés comme les signes d'un redéploiement des équilibres internes et d'une volonté de rendre l'institution plus opérationnelle. Toutefois, cette reconfiguration pose la question de sa portée réelle : s'agit-il d'un simple réaménagement organisationnel destiné à accompagner la transition, ou d'une recomposition politique plus profonde susceptible de redéfinir les rapports de force au sein du pouvoir législatif ? (***Kolo TV, RDB, L'Express de Madagascar, Gazetiko***)

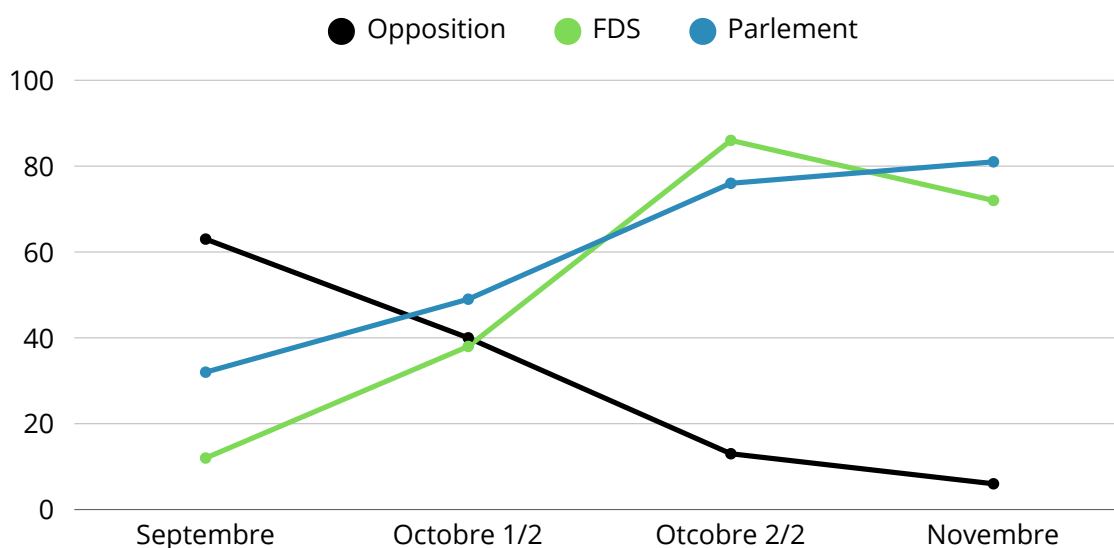
La question de la majorité parlementaire apparaît ici centrale et pourtant largement éludée. Si les médias évoquent l'existence de majorités de circonstance ou de consensus parlementaires, l'absence d'un débat approfondi sur la structuration effective des blocs politiques et sur leur degré d'autonomie vis-à-vis de l'exécutif contribue à entretenir une forme d'indétermination (***Midi Madagasikara, IBC, Radio Record***). Cette ambiguïté nourrit l'idée d'un parlement à la fois acteur et support de la transition : acteur par sa participation visible aux actes de refondation, support par son rôle de validation et de légitimation des décisions prises ailleurs. (***L'Express de Madagascar, Radio Antsiva***)

Cette lecture est d'autant plus problématique que le Sénat se trouve, au moment de ces reconfigurations, à la veille de la fin de son mandat. Cette temporalité particulière relativise la portée politique des décisions prises en son sein, tout en renforçant leur dimension symbolique (***AZ Radio, L'Express de Madagascar, IBC***). La reconduction ou le renouvellement de ses instances dirigeantes s'inscrit moins dans une logique de projection à long terme que dans celle d'un accompagnement institutionnel de la transition, contribuant à donner l'image d'un parlement pleinement fonctionnel, malgré la fragilité de son ancrage temporel et politique.

Ainsi, si le parlement est fortement mobilisé dans les discours et les représentations médiatiques comme un acteur clé de la refondation de la République, cette centralité apparaît largement construite et performative. Les débats qui l'entourent tendent à faire de l'institution parlementaire un lieu de visibilité et de légitimation du changement, plus qu'un espace effectif de délibération autonome et de production de normes. La refondation semble dès lors moins se jouer *au* parlement que *par* le parlement, celui-ci étant investi d'une fonction de légitimation indispensable à la stabilisation du pouvoir de transition.

2. Parlement en (ré)action... médiatique

Le graphique suivant met en évidence une configuration médiatique spécifique au mois de novembre, caractérisée par une centralité nette du Parlement dans le traitement de l'actualité politique, devant les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), tandis que l'Opposition apparaît largement marginalisée. Cette hiérarchisation des acteurs constitue un élément structurant du récit médiatique observé durant la période.



Graph.01 : évolution de l'exposition médiatique des acteurs de la crise

En novembre, la prééminence médiatique du parlement traduit un déplacement du centre de gravité du récit politique. Les médias privilégient désormais les dynamiques internes aux institutions (débats parlementaires, reconfigurations des instances, prises de position des présidents des deux chambres) au détriment des logiques de confrontation politique. Cette visibilité accrue confère au parlement une fonction centrale de mise en récit de la transition, le présentant comme un espace de continuité, de stabilité et de représentation, malgré les incertitudes persistantes entourant la structuration des majorités parlementaires et la temporalité des mandats, notamment au Sénat.

Dans cette perspective, le mois de novembre apparaît comme une phase de consolidation narrative de la transition, où les médias contribuent à installer l'image d'un ordre politique stabilisé, principalement porté par les institutions parlementaires. Le recours aux mois précédents permet de mesurer l'ampleur de ce basculement : d'une crise portée par la contestation et la rupture, le récit médiatique évolue vers une séquence dominée par la gestion institutionnelle et la légitimation symbolique du pouvoir en place.

II. DES DISCOURS DE LA REFONDATION

Les changements majeurs dans les dynamiques socio-politiques s'accompagnent presque toujours de l'émergence de nouveaux concepts, de discours structurants et de narratifs dominants ou concurrents, qui contribuent à donner sens à la rupture en cours tout en orientant les cadres d'interprétation collective. Ces productions discursives ne relèvent pas d'un simple effet rhétorique : elles participent activement à la reconfiguration des rapports de pouvoir, à la légitimation des nouvelles autorités et à la redéfinition des horizons politiques.

La "Refondation" engagée à Madagascar ne fait pas exception à cette règle. Elle s'inscrit dans un moment de redéploiement narratif où des termes, des formules et des registres discursifs spécifiques viennent accompagner ,et parfois précéder les transformations institutionnelles et politiques, en contribuant à stabiliser une lecture particulière de la transition. L'analyse de ces discours et narratifs, qu'ils soient dominants ou marginaux, apparaît ainsi comme un enjeu central pour comprendre les logiques profondes de la refondation, au-delà des seuls actes institutionnels qui en constituent la surface visible.

1- La Refondation... elle-même

Dans l'espace médiatique, la « Refondation » s'impose progressivement comme un signifiant central du récit de la transition, au point de structurer une large part des prises de parole politiques et institutionnelles. Les médias ne se contentent pas de relayer ce terme : ils en deviennent un espace de circulation, de mise en débat et de requalification permanente.

À mesure que la transition se consolide, la refondation apparaît ainsi moins comme un concept stabilisé que comme un objet discursif disputé, investi de significations divergentes selon les acteurs qui s'en emparent.

Les débats autour de l'usage même du terme émergent dans les contenus médiatiques, notamment à travers des chroniques des tribunes et certaines interventions d'acteurs politiques ou civils (**IBC, AZ Radio, MBS, L'Express de Madagascar, Tia Tanindrazana**). La comparaison, explicite ou implicite, avec les notions de déconstruction et de reconstruction révèle des lignes de fracture interprétatives.

Dans certains discours médiatisés, la refondation est présentée comme une rupture radicale avec l'ordre institutionnel antérieur, se rapprochant d'une logique de déconstruction préalable. Dans d'autres, elle est assimilée à une phase de reconstruction ordonnée, visant à corriger les dysfonctionnements sans remettre en cause les fondements du système. Les médias jouent ici un rôle d'amplificateur de ces lectures concurrentes, sans toujours en expliciter les implications politiques.

Cette pluralité interprétative se manifeste également à travers une hésitation des médias malgachophones dans la traduction malgache du terme (**Tia Tanindrazana, RDB, Radio Antsiva, IBC**). Les hésitations entre *fanovana* (changement) et *fanavaozana* (rénovation, renouveau) trouvent un écho direct dans l'espace médiatique, notamment dans les émissions en langue malgache.

Ces choix lexicaux, loin d'être anodins, orientent la perception du public : *fanovana* suggère une transformation profonde et potentiellement disruptive, tandis que *fanavaozana* renvoie à une amélioration progressive de l'existant. La coexistence de ces traductions dans les médias entretient une ambiguïté discursive qui permet à des acteurs aux agendas distincts de se revendiquer simultanément de la Refondation.

Par ailleurs, l'analyse du traitement médiatique révèle un usage inflationniste du concept de refondation. Qu'ils soient membres des institutions de transition, figures de l'opposition recomposée ou représentants de segments de la société civile, de nombreux acteurs cherchent à se positionner comme parties prenantes, voire comme incarnations, de la Refondation. Cette appropriation généralisée se traduit par une forte exposition médiatique du terme, qui devient un passage quasi obligé pour exister dans le débat public. Dans ce contexte, se revendiquer de la Refondation apparaît moins comme l'expression d'un projet politique précis que comme une stratégie de visibilité et de légitimation, conditionnant en partie la survie politique des acteurs dans un espace public en recomposition.

Ainsi, dans les discours médiatiques de novembre, la refondation fonctionne à la fois comme cadre narratif dominant et comme terrain de concurrence symbolique. Si elle contribue à structurer un récit de stabilisation et de projection vers l'avenir, elle révèle également les tensions et les incertitudes qui traversent la transition.

Loin d'être univoque, la refondation médiatisée apparaît comme un concept polysémique, malléable, dont les usages multiples traduisent autant une volonté de rupture que les luttes pour le contrôle du sens et de la légitimité politique.

2. La concertation nationale, encore et toujours

Au cours du mois de novembre, la concertation nationale s'impose progressivement comme un thème central des premiers discours de la Refondation de la République, tout en devenant un objet de débats au sein du microcosme politique et parmi certains acteurs de la société civile. Présentée comme une étape incontournable du processus de transition, elle est investie d'une forte charge symbolique, incarnant à la fois la promesse d'inclusivité et la perspective d'une reconfiguration durable de la gouvernance.

Toutefois, si la concertation nationale occupe une place croissante dans les discours officiels et médiatiques, ses contours demeurent largement indéterminés. Les interrogations relatives à ses objectifs réels, à ses modalités de déroulement et à la nature des acteurs appelés à y prendre part commencent seulement à émerger dans l'espace public (**MBS, L'Express de Madagascar, Radio Antsiva**). Cette incertitude alimente des débats encore feutrés, mais révélateurs des tensions sous-jacentes entre une volonté affichée de dialogue et les logiques de contrôle institutionnel qui encadrent la transition.

Le rôle assigné à l'Église (FFKM) dans ce processus illustre bien cette configuration. Loin d'en être un acteur central ou un médiateur structurant, elle est cantonnée à une fonction de balise morale, garante d'un cadre éthique général, sans autorité directe sur l'orientation ni sur la conduite des débats (**TVM, Kolo TV, Real TV, Midi Madagasikara, L'Express de Madagascar, IBC, Radio Antsiva**). La concertation nationale se déroule ainsi sous l'autorité explicite de la Présidence de la Refondation de la République, affirmant la centralité de l'exécutif dans la définition et la gestion du processus. Sur le plan opérationnel et technique, la responsabilité est confiée au Ministère d'État auprès de la Présidence chargée de la Refondation, appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'architecture et la mise en œuvre du dispositif.

Du côté de la société civile, la concertation nationale est perçue comme une condition *sine qua non* de la stabilité politique. Plusieurs voix insistent sur le fait qu' "il n'y aura pas de stabilité sans une transition qui soit le fruit d'une concertation nationale", soulignant l'impératif d'un dialogue inclusif pour restaurer la légitimité du processus de transition. Pour ces acteurs, il s'agit moins d'un exercice formel que d'un moment fondateur devant permettre de définir un cadre clair pour la transition, de poser les bases d'une nouvelle gouvernance et de garantir une véritable refondation de l'État. (**MBS, Midi Madagasikara, RDB**)

Dans le traitement médiatique observé en novembre, la concertation nationale apparaît ainsi comme un objet discursif en construction. Elle fonctionne simultanément comme un horizon de légitimation mobilisé pour donner sens et profondeur au projet de refondation, et comme un espace de tensions potentielles, où se jouent les rapports de force entre ouverture proclamée et pilotage centralisé. En ce sens, la concertation nationale s'inscrit pleinement dans la logique de légitimation par le processus, venant compléter la légitimation par l'événement institutionnel observée durant les phases précédentes de ce début de transition.

3. *Safidim-bahoaka* ou réactivation du registre électoral et des tensions

Dans le contexte de l'avènement de la Refondation, le concept de "Safidim-bahoaka" (choix du peuple) réémerge avec force dans les discours médiatiques. Cette réactivation s'accompagne d'une remise en cause explicite ou implicite des élections passées, notamment celles des communales du 11 décembre 2024, dont la légitimité est de nouveau débattue dans l'espace public. Les médias relaient ainsi un climat de tension croissant autour de la gouvernance locale, marqué par des revendications contestant le maintien en fonction de maires élus au profit d'anciens adversaires électoraux.

Les discours médiatiques de novembre montrent que les querelles post-électorales de décembre 2024, que l'on croyait circonscrites dans le temps, refont surface dans un contexte politique perçu comme plus fluide et incertain.

Profitant de ce flottement, certaines personnalités et courants politiques tentent de réinvestir la scène locale par des formes de mobilisation directe, parfois en dehors des cadres institutionnels classiques. Les arguments avancés, largement repris par les médias (**MBS, Kolo TV, IBC, AZ Radio, Real TV, Gazetiko**), reposent sur des allégations d'irrégularités électorales ou sur l'inefficacité supposée des autorités communales dans la gestion des affaires locales. Le registre du *Safidim-bahoaka* est alors mobilisé comme une ressource discursive permettant de délégitimer des mandats issus du suffrage tout en revendiquant une légitimité alternative, présentée comme plus immédiate et plus authentiquement populaire.

Ce cadrage médiatique met en lumière une tension fondamentale entre légitimité électorale et légitimité revendiquée. Alors que les élections communales constituent, par définition, l'expression institutionnalisée du choix du peuple, leur remise en cause par la rue, au nom du même *Safidim-bahoaka*, révèle un glissement discursif significatif. Dans l'espace médiatique, ce glissement tend à brouiller la frontière entre contestation politique et conflit social, particulièrement dans des contextes de gouvernance de proximité où les enjeux de pouvoir sont directement liés au quotidien des populations.

Si ces tensions sont principalement recensées dans des localités rurales, les discours médiatiques laissent entrevoir la possibilité d'une extension de ces dynamiques à des centres urbains majeurs.

L'évocation de grandes communes dans les analyses et informations relayées par certains médias contribue à renforcer l'idée d'une fragilisation potentielle de l'ordre municipal à l'échelle nationale (***TVM, AZ Radio, L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, RDB***). Dans ce cadre, la référence répétée au *Safidim-bahoaka* fonctionne comme un puissant opérateur narratif : elle légitime la contestation, tout en plaçant les autorités issues des urnes dans une position défensive.

Ainsi, l'usage médiatique du *Safidim-bahoaka* dans le contexte de la Refondation révèle une reconfiguration des registres de légitimité politique. En réactivant des contentieux électoraux passés et en valorisant des formes de mobilisation extra-institutionnelles, ces discours participent à une redéfinition conflictuelle du rapport entre démocratie électorale, gouvernance locale et stabilité politique. Cette dynamique illustre les ambiguïtés de la transition en cours, où la revendication du choix populaire peut simultanément servir à consolider et à fragiliser l'ordre démocratique.

CONCLUSION

Les activités de monitoring médiatique rappelle une évidence trop souvent reléguée au second plan : il n'y a pas de démocratie vivante sans une presse libre, responsable et pleinement assumée dans son rôle. Dans les périodes de transition, lorsque les institutions se redéfinissent et que les équilibres se recomposent, la qualité du débat public dépend directement de la capacité des médias à informer sans complaisance, à contextualiser sans déformer et à interroger le pouvoir sans crainte.

Le monitoring réalisé pendant ce mois de novembre met en évidence une évolution nette du récit médiatique : d'un traitement centré sur la crise et la rupture, l'espace médiatique bascule progressivement vers une narration de stabilisation institutionnelle. Cette centralité médiatique ne traduit pas nécessairement un renforcement effectif de la délibération démocratique. Elle révèle plutôt une fonction performative des médias, qui contribuent à installer l'image d'un ordre politique fonctionnel, parfois au détriment d'un questionnement approfondi sur les rapports de force réels, l'autonomie des institutions et la temporalité démocratique. Le monitoring montre ainsi comment la visibilité médiatique peut se substituer, dans certains cas, à la profondeur du débat.

Parallèlement, l'analyse des discours met en lumière la circulation de concepts structurants dont les usages médiatiques restent largement polysémiques. Cette plasticité discursive permet une appropriation généralisée par des acteurs aux intérêts divergents, mais elle entretient aussi une ambiguïté qui fragilise la lisibilité démocratique du processus en cours. Les médias apparaissent alors moins comme des arbitres du sens que comme des amplificateurs de narratifs concurrents.

Enfin, la réactivation de registres de légitimité alternatifs, souligne une tension centrale de la période : celle entre démocratie électorale institutionnalisée et légitimités revendiquées par la rue ou par des mobilisations locales. Le traitement médiatique de ces tensions joue un rôle déterminant dans la manière dont elles sont perçues, normalisées ou exacerbées.

En définitive, ce rapport invite à une prise de conscience collective : la Refondation démocratique de Madagascar ne peut être uniquement institutionnelle ou juridique ; elle est aussi médiatique, culturelle et civique. Une presse libre, plurielle et exigeante n'est pas un contre-pouvoir hostile à l'État : elle est l'un de ses fondements les plus sûrs, parce qu'elle éclaire l'action publique, nourrit la confiance citoyenne et maintient vivant le lien républicain entre gouvernants et gouvernés.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

Ivompandalinana ny tontolon'ny serasera marolafika eto Madagasikara

MERCI